

Déclaration liminaire de la FSU

CSA-SD du 3 novembre 2026

Monsieur le Directeur Académique,

Mesdames et Messieurs les membres de ce CSA-SD,

55 milliards !

C'est l'objectif d'économies que se sont fixés le Président de la République et son gouvernement pour 2027.

55 milliards, c'est la ligne de mire qui amène à nouveau le premier ministre à présenter et à tenter de faire passer des mesures contre la sécurité sociale, les services publics et ses agent.es. Lors du dernier budget déjà, les choix du gouvernement ont conduit non seulement à ne pas revaloriser les agent.es qui se paupérisent, mais aussi à affaiblir certains de nos droits, notamment en remettant en cause l'accès au temps partiel thérapeutique. Dans le même temps, plus de 4 000 postes ont été supprimés dans les écoles, collèges et lycées. Et, avant le début de la mobilisation des lycéen.nes, le gouvernement annonçait la suppression de 1 588 emplois d'enseignant.es pour la rentrée 2027.

Comment, dans ces conditions, peut-on croire que l'ambition du ministre de l'Education Nationale, affichée dans sa circulaire de rentrée, est de mettre les moyens nécessaires afin de "*favoriser la réussite de chaque élève en maintenant une exigence pédagogique élevée, en prenant en compte la diversité de leurs besoins et en luttant contre les inégalités scolaires*" ?

Pour la FSU, la réussite des élèves tient avant tout à l'engagement des personnels qui se sentent trop souvent démunis face à la réalité de leur quotidien.

Certes, la démographie scolaire baisse permettant d'améliorer le taux d'encadrement ; deux écoles de notre département ont intégré le réseau d'éducation prioritaire ; des postes de professeur.es en appui ont été créés, ainsi que des postes de remplaçant.es. Et pourtant tout ceci reste bien en deça des besoins du terrain. La FSU 67 tient d'ailleurs à vous alerter sur le fait que certaines écoles de notre département semblent déjà au bord de l'implosion. Nous pesons nos mots.

L'augmentation du nombre d'élèves bénéficiant d'une notification ULIS mais qui n'y sont pas accueilli.es faute de dispositifs en nombre suffisant, la faiblesse des capacités de remplacement des enseignant.es spécialisé.es ou non, les RASED inexistants ou incomplets, les Psy EN EDA qui doivent redéployer leur secteur d'intervention pour palier le manque de personnels à la demande des IEN...

Tout ceci contribue à dégrader les conditions de scolarisation des élèves et les conditions de travail des personnels.

A ce titre, la FSU vous alerte également de la situation de certain.es AESH. La multiplication du nombre d'élèves qu'on leur demande d'accompagner laisse à certain.es le sentiment de "saupoudrage" et celui de ne plus être en mesure d'exercer correctement leurs missions. De plus, certain.es ont eu une nouvelle affectation qui augmente leur trajet. Dix kilomètres de plus pour aller travailler, cela compte quand on est rémunéré.e au rabais et que l'inflation et le prix de l'essence flambent. Toutes et tous les élèves ayant une notification d'accompagnement doivent pouvoir en bénéficier, mais pour la FSU, la solution pour y parvenir ne peut pas être d'appauvrir encore une profession sous-payée et mal considérée. Cela n'est pas acceptable.

Monsieur l'IA DASEN, vous faites régulièrement porter sur les organisations syndicales le découragement de certains personnels alors que nous ne faisons que vous alerter sur leurs conditions de travail très dégradées.

Aujourd'hui, la jeunesse lycéenne et étudiante est dans la rue pour dénoncer ses conditions de scolarisation et en revendiquer de meilleures. La situation de tous les services publics s'est aggravée et en particulier lors de la décennie Macron. Aujourd'hui, les revendications des travailleurs et travailleuses, des jeunes et des fonctionnaires arrivent à un fort point de convergence. Elles témoignent de l'angoisse de la jeunesse à s'engager dans un avenir sans promesses, mais surtout de l'urgence qu'il y a à changer le système et imposer une société plus juste.

Jeudi 5 novembre, la FSU appelle avec l'intersyndicale à une nouvelle journée de mobilisation, notamment pour réaffirmer que l'éducation doit devenir un investissement et non une charge ! Et pour rappeler qu'il est temps de revaloriser le travail des personnels qui font fonctionner l'Education Nationale et l'ensemble des services publics. Face à nos revendications, ce n'est pas aux organisations syndicales de se taire ou d'édulcorer les faits, c'est à notre exécutif d'apporter enfin des réponses.